

ATTAC Québec

Association québécoise pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne

BULLETIN NO 13 DÉCEMBRE 2005

Un autre monde est nécessaire

SOMMAIRE

Le 4^e congrès d'ATTAC-Québec
– Monique Jeanmart ..p1

Le III^e Sommet des peuples de Mar del Plata
– Pierre Henrichon ..p4

ATTAC en région ..p8

Nouveau

Le 4^e congrès d'ATTAC-Québec

Monique Jeanmart

Entre la confiance des marchés et la confiance du peuple, il faut choisir. La politique qui vise à garder la confiance des marchés perd la confiance du peuple.

Pierre Bourdieu

Le 15 octobre 2005, ATTAC-Québec tenait son 4^e congrès. À l'invitation de leur président, 70 militants ont discuté, approuvé un plan d'action pour les 2 prochaines années. Regarder les réalisations passées, voter un plan d'action a permis à chacun de se ressourcer en resserrant les solidarités.

En ouverture, le président a montré l'apport inédit, mais aussi le rôle multiplicateur, d'ATTAC-Québec depuis les 5 années de sa création : éducation populaire, vulgarisation, association avec d'autres groupes altermondialistes, participation aux forums internationaux.

En avant-midi, les membres du CA présentaient un bilan des activités réalisées durant leur mandat.

- **CAMPAGNE AGCS (ACCORD GÉNÉRAL SUR LE COMMERCE ET LES SERVICES)**
Mise de l'avant lors du 3^e congrès (octobre 2003), dans le but de s'associer et de rejoindre le mouvement de

mobilisation internationale, la campagne s'est déroulée sur 2 axes :

- ♦ informer (le public et les médias) sur le contenu et les conséquences de l'AGCS
- ♦ solliciter les villes et municipalités pour faire adopter, par les conseils de ville, une résolution contre cet accord. De 2002 à 2005, une vingtaine de villes et 3 MRC l'ont adoptée. Plus important : en septembre 2004, c'est l'Union des municipalités du Québec qui adoptait cette résolution.

- **CONSEIL SCIENTIFIQUE**

Créé lors du congrès de 2003, le conseil a pour mandat de préparer des avis et de soumettre des mémoires aux organismes et personnes concernées (instances politiques, etc.) Durant cette année, un comité de membres a entrepris la publication de plaquettes sur des sujets connexes aux activités d'ATTAC. La parution du premier de ces

textes : "Où est passé l'argent" est prévue pour bientôt.

- **COMMUNICATIONS ET SITE WEB**
Depuis 2004, à la suite de l'excellent travail de Richard Charbonneau, ATTAC-Québec dispose d'un tout nouveau site Web (www.quebec.attac.org). En plus d'accroître notre visibilité, ce site a permis de développer une communauté virtuelle et d'assurer la diffusion rapide d'informations concernant les activités.
- **JOURNÉES D'ÉTUDE**
Elles ont pour objectif la formation des membres et des sympathisants. Le thème est choisi par le CA en fonction de sa pertinence par rapport aux dossiers du mouvement ainsi que de son actualité. Elles ont connu un grand succès et une excellente participation (environ 80 personnes chaque année).
En avril 2004, *Services publics en péril* était en lien direct avec l'AGCS.
En avril 2005, *Où est passé l'argent* a permis de réfléchir sur la question suivante : comment se fait-il, qu'en ces temps de prospérité économique, nos gouvernements clament qu'ils n'ont plus les moyens et cherchent à démanteler l'État.
- **FORMATION**
Le comité formation compte une dizaine de formateurs. Les demandes sont nombreuses : plus d'une vingtaine dans les 2 dernières années. Aux thèmes fondateurs d'ATTAC, de nouvelles formations se sont ajoutées : paradis fiscaux, accords commerciaux (Aléna, Zléa), institutions internationales et même diversité culturelle.
- **BRIGADES D'INFORMATION CITOYENNE (BIC)**
Créées sur le modèle des brigades d'alphabétisation de Cuba, elles répondent au besoin de compréhension et d'implication. Un instrument pédagogique, préparé par un groupe de rédaction, a été lancé en juin 2004. A ce jour, 1300 trousseaux ont été vendus et utilisés partout au Québec (syndicats, Cégeps, groupes populaires, etc). Une traduction en espagnol est en cours, qui

devrait permettre son utilisation en Amérique latine.

- **LES ATELIERS D'ATTAC-QUÉBEC AU FORUM SOCIAL MONDIAL**
En 2004, le Forum social mondial à Mumbai, en Inde, était le premier Forum où ATTAC présentait (en collaboration avec World Tax Justice Network) un atelier sur le thème *La diminution des impôts et le mythe de la création d'emploi*.
En 2005, à Porto Allegre, un atelier sur la protection de l'environnement et l'éco-économie, présenté en 3 langues, a fait salle comble à 2 reprises.
- **LES ACTIVITÉS DE LA PRÉSIDENTE**
Un des rôles importants du président est la représentation d'ATTAC auprès des instances et des forums internationaux. Durant son mandat, il a donné un nombre impressionnant de conférences, partout au Québec, tout en assurant une participation régulière à l'émission radio-phonique *Le grain de sable*, préparée par ATTAC-Capitale nationale, pour CKRL (laquelle rejoint quelque 1500 personnes chaque semaine). De plus en plus, les ONG de développement requièrent ses interventions dans la formation des bénévoles et coopérants.

Une période de discussion a suivi l'exposé du bilan des activités. Plusieurs interventions ont rappelé la taxe Tobin : est-elle toujours au centre de nos préoccupations? Nos champs d'action ne nous éloignent-ils pas de cet objectif qui doit être central? D'autres interventions, par contre, voulaient une plus grande préoccupation pour la question des femmes et de l'environnement (à propos de Kyoto). Mais la thématique que l'on peut ressortir de l'ensemble des discussions est la préoccupation des groupes locaux d'occuper plus de place : être plus directement rattaché au CA, que leurs activités soient plus connues et qu'elles fassent partie du bilan des activités du prochain congrès.

Définir nos priorités pour les 2 années à venir

L'après-midi a été consacré à débattre et à voter les recommandations formulées par le

CA (pour la présentation détaillée de l'ensemble des propositions voir :

www.quebec.attac.org).

Une première proposition (à être débattue et votée) portait sur l'état des lieux en rappelant les principales revendications du mouvement :

- l'adoption, dans les meilleurs délais, par le Parlement canadien des taxes globales, notamment la taxe Tobin-Spahn
- la suspension de l'ALÉNA et l'arrêt immédiat de toute négociation dans le cadre de l'Accord Général sur le Commerce et les Services (AGCS)
- le rétablissement à l'échelle nationale des budgets axés sur la redistribution équitable de la richesse, basés sur un régime d'impôts qui soit véritablement progressifs, qui remettent les entreprises à contribution et qui éliminent les échappatoires fiscales.

L'ensemble des autres recommandations s'articulait autour de 3 axes indispensables et qui se renforcent mutuellement.

Le renforcement de l'organisation

“Avoir les moyens de nos ambitions” ce principe est au cœur de cette proposition. Ce qui implique : de travailler à la recherche de financement, d'assurer le développement et la multiplication des groupes locaux partout au Québec, de renforcer le Conseil scientifique pour assurer son rayonnement, de maintenir et renforcer les alliances et la collaboration avec les autres groupes altermondialistes.

Une proposition particulièrement importante, débattue et acceptée, recommandait de revoir l'acronyme d'ATTAC qui devra se

lire : *Association québécoise pour la Taxation des Transactions Financières et pour l'Action Citoyenne.*

Les activités de formation et d'éducation populaire

Parce que l'information pousse à l'action, cette recommandation proposait qu'ATTAC-Québec poursuive et renforce ses activités de formation et d'éducation populaire : en multipliant ses activités avec les groupes et tous les citoyens et citoyennes concernés, en faisant de la production et de la diffusion d'une information critique une priorité.

La consolidation et la multiplication des actions

Comme il ne suffit pas d'informer pour transformer la société, il faut cibler un certain nombre d'actions. La recommandation proposait donc, pour le prochain mandat, de consolider et multiplier les actions autour de 2 campagnes : AGCS et commercialisation des services publics, finances publiques et fiscalité.

Le congrès s'est terminé par l'élection d'un nouveau conseil d'administration :

Erik Bouchard-Bouliane

Catherine Caron

Alain Deneault

Raymond Favreau (Conseil scientifique)

Robert Jasmin (Président)

Monique Jeanmart (Bulletin)

Valérie Mignault

Michel Morisset

Karine Peschard

Julie Sirois

Claude Vaillancourt

ATTAC-Québec au III^e Sommet des peuples de Mar del Plata

Le III^e Sommet des peuples : point tournant idéologique et politique ?

*Pierre Henrichon,
ex-président-fondateur d'ATTAC-Québec et membre du Conseil
scientifique*

Nous étions plus de 10 000 à participer aux travaux et débats du III^e Sommet des peuples qui s'est tenu à Mar del Plata en Argentine, du 1^{er} au 5 novembre 2005, en marge du IV^e Sommet des Amériques. Les quelques 200 ateliers, panels, conférences et activités culturelles organisés pour dire non au libre-échange, non au paiement de la dette externe, non à la militarisation et à la guerre, non à la pauvreté et à l'exclusion de millions de nos sœurs et frères de notre Amérique et, enfin, pour dire non à Bush, ont voulu aller au-delà des simples dénonciations pour amorcer le débat sur les alternatives à l'intégration continentale néolibérale encadrée par une ZLÉA définie à l'aune de l'ALÉNA et favorisant le capital, la privatisation des services publics et l'appropriation des ressources naturelles nationales et continentales soit par des intérêts étrangers, soit par des intérêts privés. De par le nombre de participants, leur enthousiasme et leur discipline, on ne peut que saluer le grand succès de ce Sommet. Par contre, il ne faudrait pas, ébloui par cette importante manifestation de solidarité et de détermination militantes, occulter les constats et les interrogations qui s'imposent.

Une conjoncture mutante, à géométrie variable

On a fait largement état dans tous les journaux du monde de l'incapacité des 34 chefs d'État réunis dans le cadre IV^e Sommet des Amériques à en arriver à un consensus sur un accord de libre-échange couvrant l'ensemble de l'hémisphère, du Canada à la Terre de Feu. Ce soi-disant échec était plus que prévisible. D'une part, la négociation de la ZLÉA n'était pas au centre des négociations puisque le thème du Sommet était « créer des emplois pour combattre la pauvreté et renforcer la gouver-

nance démocratique ». En effet, les pays du Mercosur – Brésil, Argentine, Paraguay, Uruguay – refusaient tout traité sans, entre autre, un engagement de la part des États-Unis d'ouvrir son marché aux produits agricoles et de cesser de subventionner les producteurs agricoles américains. Ces derniers ont refusé au motif que ces questions devaient être réglées d'abord à l'OMC où l'Union européenne subissait de fortes pressions pour faire de même, les États-Unis rejetant tout compromis à ce chapitre tant que l'Europe ne ferait pas de gestes allant dans le même sens. D'autre part, le Mercosur – fort d'une entente commerciale avec l'Union européenne et négociant son élargissement avec les pays du Pacte andin – Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou et Venezuela – privilégie dans le contexte actuel une intégration régionale pour faire face à la concurrence mondiale. Par ailleurs, le Venezuela est venu brouiller les cartes avec son projet d'Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA)¹.

Mais si je parle de « soi-disant » échec, c'est que depuis le 11 septembre 2001, la



¹ « L'ALBA a été pour la première fois évoquée par M. Chávez lors du 3^e sommet des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté des Caraïbes (Caricom), sur l'île de Margarita, en décembre 2001. Elle est officiellement née lors de la 4^e Rencontre de l'hémisphère sud-américain contre l'ALCA, qui s'est déroulée, à La Havane, du 27 avril au 1^{er} mai 2005. A cette occasion, les présidents Chávez et Fidel Castro ont signé quarante-neuf accords de coopération. « L'ALBA ne se réalisera pas sur la base de critères mercantiles, ni en fonction des intérêts égoïstes des entreprises ou encore d'un bénéfice national réalisé au détriment des autres peuples », annonce le document élaboré en la circonstance par les gouvernements cubain et vénézuélien. » Claudia Jardim, *Par et pour les Latino-Américains*, *Le Monde diplomatique*, juin 2005, <http://www.monde-diplomatique.fr/2005/06/JARDIM/12518>.

stratégie américaine s'est transformée. Washington redéfinit radicalement sa politique commerciale face aux négociations de la ZLEA et accélère la mise en oeuvre d'une nouvelle perspective des relations internationales, tournée davantage vers la protection des intérêts états-uniens. Ainsi, la libéralisation économique, auparavant au coeur des priorités de Washington, se voit rapidement supplantée par la « guerre au terrorisme ». C'est ainsi que, dès 2003, l'administration américaine annonce une stratégie de libéralisation compétitive dont le but est d'ouvrir les marchés sur tous les fronts possibles, qu'ils soient multilatéraux (OMC), régionaux (ZLEA) ou par le biais d'accords bilatéraux ou plurilatéraux². Les États-Unis poursuivent six objectifs : (1) mettre les accords de libre-échange en concurrence les uns avec les autres; (2) tisser des alliances commerciales autour des États-Unis; (3) consolider leur leadership dans les affaires économiques internationales; (4) promouvoir plus fermement leurs intérêts commerciaux et stratégiques; (5) prendre de court les autres pays dans la course aux accords commerciaux; et, (6) isoler les pays qui traînent les pieds ou ne veulent pas suivre le mouvement.

Aussi, dans ce contexte, me semble-t-il difficile de parler d'échec pour les États-Unis : leurs objectifs seront en grande partie atteints par leur approche diversifiée qui profite de la faiblesse des pays latino-américains et, pour plusieurs, de leur ardent désir d'avoir un accès plus aisé au marché américain. Pour les pays autres que ceux du Mercosur et du Venezuela pour qui il

s'agissait de gagner du temps, on peut parler de demi-victoire dans la mesure où ils se sont entendus pour reprendre les discussions à 29 au printemps 2006 à Panama. Pour le Canada et le Mexique, cette demi-victoire est amère : tous deux auraient préféré pouvoir peser sur un accord multilatéral et ne pas perdre leur position commerciale privilégiée avec les États-Unis plutôt que de voir cette position rognée par un chapelet d'accords bilatéraux qui auront tendance à les isoler tant diplomatiquement que commercialement.

L'opposition citoyenne à la ZLEA

Le Sommet des peuples (SDP) ne pouvait rester sourd aux difficultés de ratification de la ZLEA par les 34 pays de l'hémisphère américain. Aussi, le nombre limité d'ateliers consacrés à la ZLEA était-il significatif³. De plus, en raison de la réorientation de la stratégie américaine, de l'appui des États-Unis à la tentative de coup militaire anti-Chavez, de la présence de troupes Américaines tant en Colombie⁴ que maintenant au Paraguay et ailleurs, le thème de l'impérialisme « yankee » a-t-il pris une importance qu'il n'avait jamais eue lors des deux SDP précédents. Le thème de la manifestation marquant la clôture du Sommet – *Non à Bush !* – reflétait bien l'orientation idéologique générale reprise à leur compte, avec beaucoup d'efficacité, par les délégations vénézuélienne et cubaine, venues en force au Sommet. Le discours de Chavez qui a centré ses attaques contre les politiques du Nord était d'ailleurs révélateur à ce chapitre. Peu a donc été dit des stratégies des classes dirigeantes des pays d'Amérique latine, des visées régionales du Brésil ou encore des nouvelles stratégies de lutte. Même s'il est vrai que l'opposition altermondialiste a eu un impact sur l'opinion publique et les classes politiques des divers pays du Sud, le mouvement citoyen apparaît affaibli et sans perspective claire et fédératrice

² En 2003, Robert Zoellick, le représentant des États-Unis pour le Commerce, annonçait l'ouverture de négociations avec la Colombie, le Pérou, l'Équateur et la Bolivie. Au même moment, le responsable américain affirmait que les États-Unis sont engagés à signer la ZLEA avec ceux qui veulent y entrer. « Ceux qui disent non peuvent rester en arrière » visant ainsi le Brésil et l'Argentine. Les États-Unis concluent en mai 2004 un traité de libre-échange avec le Chili et l'ensemble des pays d'Amérique centrale et des Caraïbes. Voir : Elizabeth Walsh, *Les enjeux du Traité de libre-échange avec l'Amérique centrale et la République dominicaine (CAFTA-DR)* (<http://www.cei.ulaval.ca/Pdf/CEI%20EWCAFTAoctobr e2005.pdf>) et Sylvie Dugas, *Les négociations de libre-échange entre l'Amérique centrale et les États-Unis seront ardues* (<http://www.ameriques.uqam.ca/pdf/Dugas-Chronique04-03.pdf>).

³ Voir sur cette question et de nombreux autres constats, l'article intéressant de Louis-Frédéric Gaudet et Rachel Sarrasin, *Retour sur le Sommet des Amériques de Mar del Plata : quelles directions pour la société civile* (http://www.ameriques.uqam.ca/pdf/chro_rachel_gaude t_05_36.pdf).

⁴ Voir Micheline Ladouceur, *La militarisation des corridors de pipelines en Amérique Latine* (<http://www.globalresearch.ca/articles/LAD305A.html>).

devant la nouvelle stratégie américaine de multiplication des traités bilatéraux et pluri-latéraux.

Il est intéressant de comparer entre elles les déclarations des II^e et III^e sommets (Québec 2001 et Mar del Plata 2005)⁵. Bien que certains diront qu'il convient, d'en additionner le contenu plutôt que de les opposer, le silence total sur la situation des femmes – premières victimes de la paupérisation provoquée par 20 ans de politique néolibérale –, dans la déclaration de 2005 ne peut que surprendre. De même, l'accent mis sur l'impérialisme américain a pour effet de taire d'autres aspects de la lutte pour une intégration continentale solidaire et équitable des peuples. Enfin, la demande de libération des cinq ressortissants cubains emprisonnés aux États-Unis sous des accusations d'espionnage – certes, une revendication juste – n'a peut-être pas sa place dans une déclaration de deux pages portant sur les grands enjeux d'une lutte continentale pour un développement social équitable!

Il me semble donc que le mouvement citoyen d'opposition à la ZLÉA se trouve à un tournant : sera-t-il en mesure de fédérer les diverses luttes nationales d'opposition au libre-échange qui se mènent un peu partout sur le continent ? ; pourra-t-il développer des tactiques de mobilisation qui sauront dépasser l'essoufflement qui semble désormais caractériser son action ? Saura-t-il également procéder à une analyse rigoureuse et pertinente des diverses stratégies d'intégration continentale, dont l'ALBA et celle de l'Alliance sociale continentale (qui sert toujours de référence aux travaux du Sommet des peuples) ?⁶ Aura-t-il le temps d'ici le Forum social mondial qui se tiendra à Caracas à la fin de janvier 2006⁷ de mieux cerner les enjeux de son orientation et de

son développement au-delà d'une mobilisation à court terme sur la réunion ministérielle à Hong Kong en décembre dans le cadre des négociations du cycle de Doha de l'OMC, négociations qui semblent se diriger vers un échec ?

Le réseau ATTAC des Amériques

À l'occasion de son dernier Congrès d'octobre 2005, ATTAC-Québec a adopté deux importantes résolutions quant à son travail en direction des Amériques qui faisaient écho à des résolutions allant dans le même sens votées lors de son Congrès de 2001⁸. Ces résolutions appelaient l'organisation à tisser des liens plus étroits avec les groupes ATTAC présents en Amérique latine dans le but de permettre une meilleure connaissance de la conjoncture hémisphérique et une plus grande coordination avec le mouvement ATTAC à l'échelle continentale. C'est donc dans cette perspective que l'auteur de ces lignes s'est rendu à Mar del Plata. Un atelier avait été organisé par ATTAC-Argentine pour permettre aux divers groupes ATTAC de faire état de leurs expériences dans la lutte contre l'intégration continentale néolibérale (voir encadré sur la Déclaration du réseau ATTAC des Amériques). Cet atelier a permis de prendre la mesure des activités des organisations présentes en Argentine, au Brésil, au Chili, au Venezuela et au Québec. On y a fait état du rôle central joué par les membres de ATTAC-Buenos Aires dans la préparation du Sommet et pour l'unité d'action entre toutes les organisations responsables de l'organisation de l'événement. Il en est ressorti une grande convergence des points de vue et une ferme résolution de mieux coordonner nos luttes respectives non seulement contre l'intégration continentale *made in USA*, mais aussi contre les projets de libéralisation à outrance du commerce qui s'ourdissent au sein de l'OMC. Il a été convenu de poursuivre les discussions à l'occasion du FSM de Caracas en janvier prochain.

⁵ On trouvera ces déclarations sur Internet à : <http://www.alternatives.ca/article2189.html> et <http://www.csn.gc.ca/ZLEA/DeclarationFinale.html>.

⁶ Voir Raphaël Canet et Nathalie Guay, *Intégration ou désintégration continentale ? Bilan des alternatives à la veille du troisième Sommet des peuples des Amériques* (http://www.er.uqam.ca/nobel/ieim/article.php3?id_article=232). Pour le texte *Alternatives pour les Amériques*, aller à : http://www.rgic.alternatives.ca/forum/resumealternative_sfr.pdf.

⁷ Je compte revenir sur les enjeux du FSM dans un article subséquent.

⁸ On peut trouver ces documents sur le site d'ATTAC-Québec à <http://www.quebec.attac.org/>.

Plus de 40 000 personnes étaient réunies au stade sportif pour entendre les chants émouvants du chanteur cubain Silvio Rodriguez et le discours emporté de Hugo Chavez. ATTAC aussi était au rendez-vous.



ATTAC Québec



Déclaration du réseau attac des amériques

Mar del Plata, Argentine, novembre 2005

Les groupes du réseau ATTAC des Amériques venus d'Argentine, de Porto Alegre (Brésil), du Chili et du Québec, avec la participation de ATTAC Allemagne et de ATTAC Autriche, réunis à l'occasion du III^e Sommet des peuples à Mar del Plata, ont progressé dans leurs débats et échanges sur les expériences d'opposition au projet d'expansion du libre-échange mis de l'avant par les entreprises transnationales des États-Unis.

Dans le cadre d'un atelier réunissant plus de 120 personnes, nous avons discuté des répercussions dévastatrices des traités de libre-échange conclus entre les États-Unis et des pays comme le Chili et le Canada. Les expériences de ces deux pays nous montrent que ce type de traités ne sert qu'à assurer la privatisation des services publics et à accélérer la disparition des barrières commerciales qui protègent les secteurs économiques moins développés de nos pays.

L'ALÉNA et les traités bilatéraux ont en outre pour objectifs l'appropriation des ressources naturelles de nos territoires, comme l'eau et le pétrole, projet qui s'appuie sur la militarisation du continent et le développement d'appareils répressifs qui visent à contenir les forces populaires.

D'autre part, les expériences des organisations européennes montrent clairement que le processus d'intégration favorise uniquement les grandes entreprises transnationales de ce continent, que l'implantation de l'euro a servi à réduire le niveau de vie des populations européennes et attaque les protections sociales mises en place après des décennies de luttes des mouvements ouvriers. Dans cette perspective, l'opposition à l'adoption de la Constitution européenne marque une avancée importante pour ces mouvements.

À leur tour, les cas brésilien et argentin montrent bien la nécessité de s'opposer à la ZLÉA et aux traités de libre-échange par une large mobilisation des populations. Les consultations populaires menées dans ces deux pays sont des exemples des processus de lutte et de coordination des organisations locales pour lesquelles ATTAC a joué un rôle fondamental.

Les groupes entendent donc intensifier la lutte contre le capital financier spéculatif, le libre-échange et les traités de libre-échange sous toutes leurs formes. Il appert que la ZLÉA est désormais bloquée. Cependant, la protection que la ZLÉA aurait octroyée au capital dans nos pays – à l'insu du peuple et de manière secrète – prend maintenant la forme d'une ZLÉA d'un type nouveau comme les traités bilatéraux que signent les pays latino-américains tant avec les États-Unis qu'avec l'Union européenne.

Avec les protections aux investisseurs de l'OMC, de son Accord général sur le commerce des services (AGCS) et les mécanismes de règlement des différends, le capital tente de se doter des moyens d'affaiblir les droits citoyens et de faire échec aux politiques publiques pour le développement.

Aussi, dans ce contexte, la participation du réseau ATTAC des Amériques dans le travail d'éducation populaire et de sensibilisation sur ces questions est-elle maintenant fondamentale. Enfin, dans le but de poursuivre le travail de coordination de nos actions continentales, nous avons convenu de nous réunir de nouveau à l'occasion du forum social mondial de Caracas en janvier 2006.

Nouveau

ATTAC-Québec en région



Merci à Danielle Pinsonneault et Ghislaine Raymonde, membres d'ATTAC-Québec, de nous avoir fait parvenir leurs commentaires. N'hésitez pas à faire parvenir à la coordinatrice du bulletin des nouvelles d'ATTAC dans votre région.

Membre d'**Attac Capitale-nationale** depuis près de deux ans, j'y ai découvert un « bouillon de culture » remarquable ! Avec environ 140 membres, nous retrouvons assidûment de 20 à 50 personnes à presque toutes les activités proposées.

Et elles ne manquent pas. Qu'on en juge!

- Depuis deux ans, chaque mois entre septembre et juin, nous organisons un Café-Attac avec un film engagé ou un panel sur un dossier d'Attac ou sur une question brûlante d'actualité. Celui-ci est suivi d'un échange avec, en prime, une belle participation du public;
- Toutes les deux semaines, lundi matin 9h, CKRL-FM présente notre émission *Le grain de sable*, construite, animée et produite par une vaillante équipe militante;
- Les trousseaux Bic, réalisées à Québec, sont également montées (c'est-à-dire pliage du carton pour en faire une boîte, collage des étiquettes, collecte de tous les documents devant y loger) par une équipe de quatre ou cinq militants qui y consacrent, chaque fois que c'est nécessaire, une soirée ou une partie de leur samedi;
- Des formations offertes annuellement aux membres et à leurs ami(e)s : *Qu'est-ce que le mouvement ATTAC ? Mondialisation 101, l'AGCS : un accord à combattre* et... une première cette année : une formation de personnes formatrices (15 heures en plusieurs soirées) dans le but de constituer un bassin de personnes pouvant répondre aux diverses demandes de formation provenant des cégeps, groupes populaires ou communautaires et de l'Université Laval.

En deux mots, une belle « gang », mobilisée et dynamique.

Danielle Pinsonneault

L'équipe renouvelée d'**Attac-Montréal** a organisé deux soirées d'éducation populaire au Café l'Utopik: une première, le 21 septembre, avec Léopold Lauzon intitulée « le vrai visage de la mondialisation : à qui ça profite? » dans le suivi de la dernière journée d'étude d'Attac-Québec : *Où est passé l'argent?* Ce célèbre comptable a expliqué comment les mécanismes de la mondialisation actuelle enrichissent une minorité de l'humanité au détriment de la majorité des populations du monde.

La seconde s'est tenue le 16 novembre : « *De Mar Del Plata à Caracas : Enjeux et perspectives pour les mouvements alter-mondialistes du Québec et de l'Amérique latine* ». Pierre Henrichon, du Conseil scientifique d'Attac-Québec et Anne Laurin de l'Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires, tous deux participants du IIIe Sommet des peuples nous ont fait part de leurs commentaires critiques sur cette rencontre, tenue en Argentine en parallèle au Sommet des Amériques, où se rencontraient les chefs de 34 pays des Amériques. Des échanges nourris avec les participantes et participants ont animé la soirée.

Une rencontre de formation pour les membres et amis d'Attac-Montréal a réuni une vingtaine des personnes, le 5 novembre, autour des thématiques :

- les Taxes globales
- les Paradis fiscaux
- les Accords commerciaux (AGCS).

Une reprise de cette activité devrait se tenir en janvier.

Débordante d'énergie, l'équipe de Montréal est présentement à finaliser la mobilisation autour du film dénonçant les dérives marchandes de Wal Mart: «Wal Mart, the high cost of the low price», en version originale avec sous-titre français.

Ghislaine Raymond

**Pour toute suggestion, commentaire ou questions,
veuillez vous adresser à la coordonnatrice du bulletin.**

ATTAC-Québec a pour visée d'amener les instances politiques du monde et en premier lieu celles des pays industrialisés, à décréter une taxe sur les transactions financières sur le marché des devises (taxe Tobin). L'imposition de ces transactions spéculatives, qui détournent d'énormes sommes d'argent au profit de quelques super propriétaires mondiaux et qui gardent ainsi en otage des groupes sociaux entiers – quand ce ne sont pas les populations elles-mêmes – permettrait la création d'un fond d'aide internationale à la citoyenneté, à l'environnement et à la culture. Le mouvement ATTAC cherche aussi à amener les gouvernements à abolir les paradis fiscaux et centres financiers extraterritoriaux, lesquels favorisent l'évasion fiscale, la corruption, le blanchiment d'argent et la fuite de capitaux.

Pour des conférences, séminaires, présentations dans votre région, invitez ATTAC !

ATTAC-QUÉBEC

5744 avenue de l'Esplanade, Montréal (Québec) H2T 3A1

quebec@attac.org

<http://www.quebec.attac.org/index.html>

Coordonnatrice du bulletin :

Monique Jeanmart (moniquejeanmart@ca.inter.net)

Mise en page : Isabelle ROY

